

Algérie exposée à des tensions sociales, selon un cabinet d'assurance

Quatre pays africains figurent dans la liste des onze Etats qui présentent un risque élevé de tensions sociales liées à une crise alimentaire dans les années à venir, a estimé l'assureur de crédit, Allianz Trade, dans une étude publiée le mardi 14 juin, cité par l'agence [Ecofin](#).

Il s'agit de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Egypte et du Nigeria, a précisé l'étude intitulée « Onze pays à haut risque de crise alimentaire » (Eleven countries at high risk of a food crisis). La liste comprend aussi la Turquie, le Liban, la Bosnie-Herzégovine, la Jordanie, le Pakistan, les Philippines et le Sri Lanka.

La situation risque d'être explosive en Turquie et au Liban, où les ménages pourraient perdre 75 à 100% de leur pouvoir d'achat. Dans une poignée de pays africains, des pertes à deux chiffres sont possibles.

Allianz Trade (ex-Euler Hermes) précise que ces pays sont tous des importateurs nets de produits alimentaires.

« Le choc sur les prix alimentaires mondiaux représente une inquiétude particulièrement grande pour les pays qui sont importateurs nets d'aliments ou de certains aliments devenus rares, en raison de la guerre en Ukraine, à l'instar des céréales », souligne l'assureur, indiquant que le choc alimentaire réduit l'accès aux ressources et « pourrait même entraîner la chute de certains gouvernements comme lors du Printemps arabe ».

La filiale du groupe Allianz fait référence aux soulèvements populaires nourris par l'envolée des prix et la hausse du chômage de fin 2010-début 2011, qui avaient provoqué la chute de plusieurs régimes comme en Tunisie et en Egypte.

Les prix alimentaires ont grimpé de +56 % par rapport à fin 2019

A l'époque, les prix alimentaires avaient augmenté de 50%, rappelle Allianz

Trade. Or, le prix du blé est aujourd'hui supérieur à son niveau de 2012.

Alors que les prix alimentaires mondiaux ont grimpé de +56 % par rapport à fin 2019, l'étude révèle que des réductions du pouvoir d'achat des ménages à trois et à deux chiffres pourraient être constatées dans certains pays. Ainsi, les ménages pourraient perdre plus de 100% de leur pouvoir d'achat en Turquie contre 75 % au Liban, 10 à 15 % en Egypte et 11 à 14% au Nigeria.

Parmi les onze pays à haut risque, seules la Bosnie-Herzégovine et l'Egypte ont commencé à adopter des mesures visant à préserver le pouvoir d'achat des ménages, dans le contexte d'une inflation galopante. En outre, le conflit russo-ukrainien perturbe les chaînes d'approvisionnement, et réduit les disponibilités alimentaires puisque les deux pays fournissaient ensemble 28 % du blé commercialisé dans le monde.

« La guerre en Ukraine a créé les conditions parfaites pour une crise alimentaire mondiale qui pourrait durer des années », affirme Allianz Trade, signalant que les mesures de lutte contre l'inflation comme les réductions d'impôts, les transferts sociaux directs et les subventions peuvent avoir un coût budgétaire élevé et accroître involontairement les déséquilibres mondiaux de l'offre et de la demande.